



« Répondre à l'appel de l'histoire »



Thématique

Type d'actualité

En direct de Bruxelles

Le 13 septembre dernier, la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a prononcé au Parlement européen à Strasbourg son discours annuel sur l'état de l'Union.

Le discours sur l'état de l'Union est un événement annuel instauré par le Traité de Lisbonne, où le(la) président(e) de la Commission européenne fait le bilan de l'exécutif européen tout en présentant les grandes lignes des futures propositions de la Commission européenne pour l'année à venir. Ce discours est prononcé au mois de septembre devant le Parlement européen réuni en session plénière. À l'origine, le Président de la Commission n'adressait un discours de politique générale qu'au début de son mandat, c'est-à-dire tous les cinq ans.

A quelques mois des prochaines élections européennes, qui se dérouleront le 9 juin 2024, Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission depuis 2019, a prononcé le dernier discours sur l'état de l'Union de son mandat.

Après avoir dressé un bilan des principales actions conduites depuis le début du mandat (mise en place de la législation relative au pacte vert pour l'Europe, adoption du plan européen NextGenerationEU doté de 800 milliards € pour relancer l'économie européenne après la crise sanitaire, émergence d'une Union géopolitique qui soutient l'Ukraine face à la guerre d'agression menée par la Russie, diminution de la dépendance de l'UE face aux combustibles fossiles russes notamment, etc.), Ursula von der Leyen a détaillé les mesures qu'elle compte mettre en place dans les derniers mois du mandat.

Parmi celles-ci, elle a insisté sur le nécessaire soutien à apporter à l'industrie européenne dans la phase de transition vers la décarbonation : les risques et les besoins de chaque écosystème industriel doivent être examinés. Ainsi, la Commission va mettre en place une **série de dialogues sur la transition avec chaque secteur industriel, pour l'aider à élaborer son modèle économique pour atteindre la décarbonation**. Le soutien à l'industrie européenne passe également par des actions pour lutter contre les pratiques déloyales mises en place

par certains pays tiers qui subventionnent massivement leurs industries, tirant les prix vers le bas. Ursula von der Leyen a ainsi annoncé l'ouverture par la Commission européenne d'une enquête antisubventions sur les voitures électriques en provenance de Chine.

Après l'industrie, la Présidente de la Commission a aussi insisté sur l'importance de l'agriculture européenne pour assurer un approvisionnement alimentaire de qualité aux citoyens de l'UE, dans un contexte difficile, marqué à la fois par l'impact du changement climatique et de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Elle a annoncé le **lancement d'un dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture dans l'UE.**

Dans un contexte économique marqué notamment par la pénurie de compétences et par la persistance de l'inflation, les entreprises européennes, et notamment les PME, doivent rester compétitives. Pour y contribuer, Ursula von der Leyen désignera, d'ici la fin de l'année, un **représentant de l'UE pour les PME**, qui sera placé sous son autorité directe, afin que les difficultés quotidiennes des PME puissent être mieux appréhendées au niveau de l'UE.

Ce discours sur l'état de l'Union fut aussi l'occasion pour la Présidente von der Leyen de rappeler que l'Union européenne restera aux côtés de l'Ukraine « tout au long du chemin, aussi longtemps que nécessaire », et que l'Union devait se préparer à l'élargissement à l'Ukraine, la Moldavie et aux Balkans occidentaux, en réfléchissant dès à présent à une adaptation de ses institutions et de son budget, afin de permettre à une UE qui devrait bientôt compter plus de 30 Etats membres de continuer à fonctionner.

Si le calendrier préélectoral rend difficile la présentation par la Commission européenne de nouvelles propositions législatives, qui n'auraient que peu de chances d'être adoptées avant l'arrêt des travaux du Parlement européen au printemps 2024, certains commentateurs ont vu dans le discours sur l'état de l'Union du 13 septembre non seulement un discours de fin de mandat, mais aussi un discours de transition vers un second mandat, pour lequel Mme von der Leyen pourrait se porter candidate.